



CONSEIL DE TUTELLE
Trente-deuxième session
Point 4 b) de l'ordre du jour

SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU

Union des Républiques socialistes soviétiques : amendements au projet de conclusions et de recommandations du Comité de rédaction (T/L.1104)

1. Paragraphe 2, supprimer la référence à la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale.

2. Paragraphe 3, après la première phrase, insérer la phrase suivante :

"Le Conseil prend note avec intérêt des propositions formulées par la délégation de Nauru au cours des négociations qui ont eu lieu en juin 1965 à Canberra concernant l'octroi de l'indépendance à Nauru le 31 janvier 1968, la création d'un conseil législatif et d'un conseil exécutif, le transfert au peuple nauruan des droits de propriété sur les phosphates de l'île, l'augmentation du taux des redevances sur les phosphates versées aux Nauruans, la diminution du taux d'extraction du phosphate et la nécessité de remettre en valeur les terres de l'île aux frais des puissances administrantes qui ont réalisé d'énormes bénéfices grâce à l'exploitation des phosphates de Nauru."

3. Paragraphe 4, ajouter le texte suivant :

"En même temps, le Conseil constate que la décision des Nauruans a été motivée, en particulier, par le refus de l'Autorité administrante de remplir les conditions formulées par le peuple de Nauru dans ses propositions en date du 19 juin 1962 (T/1600), à savoir :

- a) Que les Nauruans doivent conserver leur indépendance en demeurant une nation indépendante et souveraine;
- b) Que les Nauruans doivent garder la souveraineté territoriale sur leur nouveau lieu de résidence;
- c) Que l'île de Nauru doit demeurer sous la souveraineté des Nauruans en tant que leur patrie."

4. Paragraphe 7, remplacer la deuxième phrase par le texte suivant :
"Le Conseil estime que cette attitude de l'Autorité administrante est en contradiction avec les résolutions 558 (VI), 752 (VIII), 858 (IX), 946 (X), 1064 (XI), 1207 (XII), 1274 (XIII) et 1413 (XIV) de l'Assemblée générale dans lesquelles l'Assemblée a invité les puissances administrantes à fixer des dates pour la réalisation dans les territoires sous tutelle des objectifs du système de tutelle définis dans la Charte des Nations Unies."
5. Paragraphe 8, dans la première phrase, remplacer les mots "qui implique aussi le droit à l'indépendance" par les mots "et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies, à la résolution 1514 (XV) et aux recommandations du Comité spécial des Vingt-Quatre (A/5800/Add.6)".
6. Paragraphe 9, remplacer la fin de la deuxième phrase à partir des mots "se félicite de la décision" ainsi que le reste du paragraphe, par le texte suivant :
"estime que la totalité des pouvoirs législatifs et exécutifs dans l'île de Nauru doit être transférée sans délai au Conseil de gouvernement local de Nauru".
7. Paragraphe 10, remplacer ce paragraphe par le texte suivant :
"10. Le Conseil note que tous les postes importants de l'administration du Territoire sont occupés par des Australiens. Le Conseil recommande de confier sans délai à des Nauruans les postes-clefs de l'administration et des services publics."
8. Paragraphe 13, ajouter les mots suivants à la fin du paragraphe : "sur la base des propositions formulées par la délégation de Nauru au cours des négociations de Canberra en juin 1965, c'est-à-dire un taux annuel de 1 000 000 de tonnes ou un taux inférieur".
9. Paragraphe 16, après la première phrase, insérer la phrase suivante :
"Le Conseil fait siennes les recommandations du Comité spécial des Vingt-Quatre aux termes desquelles le peuple de Nauru doit exercer un contrôle complet sur ses ressources naturelles, c'est-à-dire les phosphates (A/5800/Add.6, par. 154)."
10. Après le paragraphe 18, ajouter le paragraphe suivant :
"Le Conseil estime que l'Autorité administrante doit prendre immédiatement des mesures destinées à améliorer radicalement les conditions d'habitation des Nauruans et à réduire les prix des produits alimentaires importés d'Australie."